

# Editorial



par **Nicolas Chislain**

Rédacteur en chef adjoint

## Le pari de l'équipe Leterne

On se perd en conjectures depuis des mois sur la manière d'appréhender au mieux la crise politique belge. Et une fois avalée la gène d'être devenus les champions du monde des pays sans gouvernement, les Belges se posent à nouveau cette question métaphysique : en ces temps troubles, un gouvernement en affaires courantes n'est-il pas finalement la formule qui convient le mieux à leur pays ? Car l'équipe Leterne continue à faire preuve d'application et d'efficacité dans les moments qui comptent. Loin de la cacophonie qui préside aux négociations (institutionnelles), elle semble soude et apaisée comme jamais. Après avoir dégué un compromis visant à imposer l'accord interprofessionnel — ce qui n'était pas évident pour un PS parfois scotché à la FGTB —, le gouvernement vient de s'entendre sur un Programme de stabilité à l'horizon 2014 et un Programme national de réforme qui seront transmis à la Commission européenne comme gages de bonne gouvernance économique. Les grincheux diront qu'il ne s'agit que d'objectifs vagues, qui ne nécessitent pas (encore) d'arbitrages douloureux sur les moyens concrets pour y parvenir. Les plus optimistes y verront une façon de surfer intelligemment sur la bonne conjoncture pour réduire le déficit, plus rapidement que beaucoup de pays européens.

Bien sûr, s'il franchit les obstacles un à un, le gouvernement Leterne sait bien que celui qui se dresse au tournant de l'été risque d'être son véritable examen de passage, avec l'ultimatum fixé par l'agence S & P à notre pays, qui a jusqu'au 15 juin pour former un vrai gouvernement fédéral. En avançant pas à pas, il fait le pari que les marchés pourraient finalement être plus sensibles aux progrès réalisés sur le terrain économique qu'à l'absence d'un véritable gouvernement en ordre de marche. Stratégie payante ou pari (trop) risqué ? L'avenir le dira.

# L'Europe de tous les populismes

Dimanche, la Finlande pourrait devenir le huitième pays européen avec un parti populiste soutenu par plus de 15 % de la population.

## ANALYSE Marc Déjardin (st.)

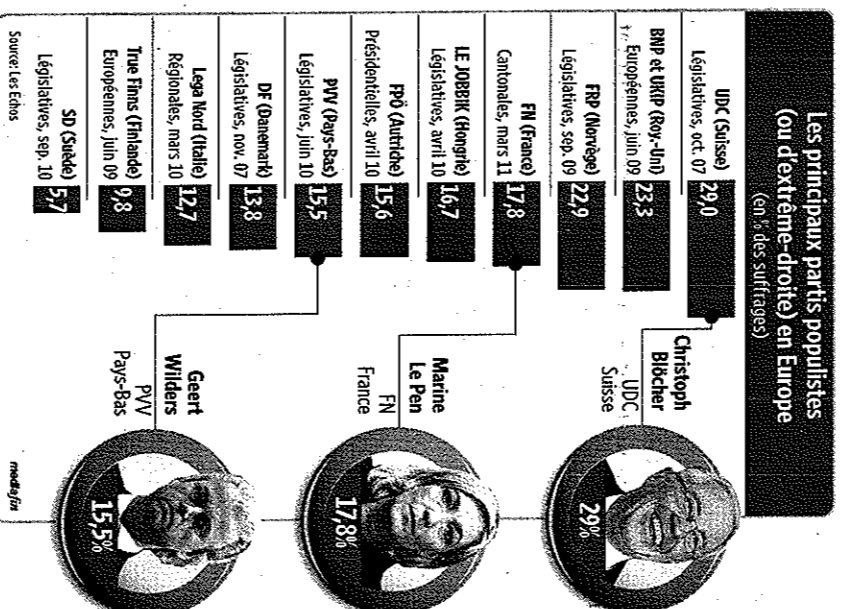
**S**uisse, Royaume-Uni, Norvège, France, Pays-Bas, autant de pays dits riches, réputés pour leur société tolérante ou leurs avancées philosophiques majeures et dans lesquels l'extrême droite rafle aujourd'hui plus de 15 % des suffrages. Avec les élections législatives de dimanche, la Finlande pourrait s'ajouter à ce club peu enviable dont la fréquentation en hausse inquiète toute l'Europe démocrate. Timo Soini, leader charismatique des *Vrais Finlandais* (c'est le nom de son parti) pourrait amener sa formation à 16,9 %, selon les derniers sondages. Un score qui leur offrirait 37 sièges au Parlement, soit six fois plus que leurs six sièges actuels.

Les fondamentaux du succès sont connus et se croisent de l'Italie à la Norvège : leader fort, sans langue de bois, qui met en exergue la valorisation nationale, le rejet de l'immigration, la remise en cause de la construction européenne, etc. «*S'y ajoute, plus spécifiquement pour la Finlande, un sentiment de système politique bloqué, avec plusieurs partis entre 10 et 20 % qui impliquent une logique de grandes conditions et une contestation face à l'impuissance supposée de ces grandes coalitions*», ajoute Pascal Delwit, chercheur au Centre d'étude de la vie politique.

### MOUVEMENT INÉGAL

Si les poussées populistes semblent se multiplier, le politologue met en garde contre le sentiment d'une montée généralisée : «*Beaucoup d'États n'ont pas d'extrême droite puissante, et notamment l'Allemagne, premier pays européen. Le Portugal, l'Espagne, la Grèce, pourtant en grand de difficulté, ne doivent pas non plus faire face au développement de partis radicaux. Il existe même des cas où l'extrême droite s'affaiblit : regardez les récents tassements du Viams Belang* ».

Comment expliquer qu'un discours qui mise sur la peur, la dégradation de l'État ou encore l'impuissance de l'Europe ne soit pas mieux accueilli dans les pays actuellement plus exposés que



sont l'Espagne, le Portugal et la Grèce ? «*Ce sont des nations où les solidarités primaires sont plus importantes, en opposition avec la protection sociale étatique. Des formes de solidarité sont créées dans un groupe familial ou un groupe professionnel. C'est moins développé dans les pays nordiques, où se crée un sentiment d'isolement face à la crise, ce qui contribue à développer la peur* ».

### FONCTION D'AGENDA

Au-delà des résultats électoraux en eux-mêmes, l'élément important de cette montée de l'extrême droite, c'est l'effet qu'elle a sur les

politiques menées par d'autres. «*Si vous prenez les trois grands États de l'Union européenne, Royaume-Uni, Allemagne et France, vous avez des déclarations contemporaines de James Cameron, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, sur l'échec de l'intégration et du modèle multiculturel*», note Pascal Delwit.

Aborder sans complexe ces thématiques semble pourtant l'une des seules réponses efficaces face aux partis populistes. C'est du moins plus efficace que l'abandon du champ de la discussion à une seule formation politique. «*On peut parler des politiques migratoires ou de la nation, à gauche et à droite. Le tout est de n'en parler dans une optique qui ne soit pas celle de la récupération d'une partie de l'électorat* ».

On a vu sur la scène européenne que les difficultés rencontrées lorsqu'il s'agit d'aborder certains points cruciaux se servent systématiquement les discours radicaux. De la fixation des frontières jusqu'à la solidarité entre États, les exemples ne manquent pas pour illustrer la récupération des hésitations européennes par les partis populistes. Autant de problèmes techniques qui, vu le contexte socio-économique, resteraient encore un certain temps en tête de l'agenda. Assez pour permettre à ces formations d'asseoir leurs positions ? Difficile à dire, mais il semble que le développement de l'extrémisme politique continuera tant que ses chevaux de bataille n'auront pas été domptés par les partis démocratiques. ■

